

Réunion publique Grand Débat National Terrasson Lavilledieu, samedi 9 mars 2019, 17h

Organisée par Jacqueline Dubois, députée de Dordogne, en présence d'élus locaux pour un total de 35 participants.

Echanges entre intervenants

- La société semble inégalitaire particulièrement avec les femmes, il est normal que les gens contribuent de façon différente à l'impôt car certains actifs vivent même en dessous du seuil de revenu de certains retraités.
- De façon générale, il faut trouver des moyens pour que chacun connaisse ses droits.
- Les services de l'État sont trop hermétiques aux arguments locaux en matière d'application des dispositifs nationaux :
 - o Révision et assouplissement des réglementations nationales
 - o Que les communes aient la possibilité d'avoir leur mot à dire
 - o Réglementation trop uniforme et bloquante pour l'initiative locale et économique.

Même chose pour l'Education nationale où une majorité de textes est faite pour les zones urbaines et inapplicable et inadaptée à la ruralité.

• **Pouvoir d'achat**

- Problématique des retraites trop faibles, particulièrement dans le monde agricole.
- Il faut revenir à l'indexation des retraites tout en veillant à ne pas aggraver la dette publique. La solution est de ne pas indexer toutes les retraites mais uniquement les petites retraites (jusqu'à 3000€ pour un couple). Certaines personnes font preuve de scepticisme et mettent en avant le côté inégalitaire d'une telle mesure.
- Sur la réforme de l'âge de départ à la retraite, on a oublié que l'âge de retraite avait été fixé à 65 ans avant que le président Mitterrand ne le ramène à 60 ans.
Faire passer l'âge de départ à la retraite à 65 ans, avec à partir d'un certain âge et dans certaines professions la possibilité de travailler à temps partiel
- Redonner le sens de l'effort : les actifs rémunérés au SMIC ne doivent pas toucher moins que les inactifs bénéficiaires d'allocations.

• **Transition écologique**

- La taxe carbone a engendré un sentiment d'inégalité. Elle n'aurait impacté que les personnes les plus modeste. Parmi les propositions : taxer les carburants pour le transport aérien et pour le transport maritime notamment les paquebots croisiéristes.
- Stabiliser les règles d'urbanisme qui changent trop souvent.
- Réglementation concernant les inondations trop contraignante et ridicule, basée sur des scénarios catastrophe nationaux qui localement n'arrivent jamais. « Il faut arrêter de faire les réglementations du pire ».
- Stopper l'extension des zones commerciales qui consomment trop de terres agricoles
- Rénover et réhabiliter les friches et les bâtiments abandonnés avant d'envisager de nouvelles constructions.
- Instaurer des prêts à taux zéro pour les travaux liés à des économies d'énergie dans les habitations
- Attention à la qualité des travaux réalisés au cours des opérations d'isolation à 1 euro actuellement en vigueur
- Prévoir une filière de démantèlement des panneaux solaires
- Développer la recherche sur l'hydrogène et plus globalement sur les énergies renouvelables

Compte-rendu de la réunion publique **Grand Débat national**
samedi 9 mars 2019 – Terrasson-Lavilledieu – 17h-19h30

- mettre un terme aux emballages surabondants
- développer les méthaniseurs agricoles
- simplifier les dispositifs pour les « primes à la casse/ prime à la conversion ». Actuellement, le dispositif est différent selon le type de véhicule et les revenus des propriétaires
- Inciter/aider les collectivités locales (qui peuvent représenter un exemple pour les concitoyens) à passer leur parc automobile à l'électrique. L'Etat doit montrer l'exemple en la matière.
- Pourquoi aucune sanction ne semble prise envers les contrevenants qui brûlent des pneus sur les ronds-points à l'occasion de manifestations alors que le particulier qui brûle ses déchets verts dans son jardin risque davantage d'être sanctionné ?

- **Fiscalité**

- En matière de droits de succession, les contributions doivent être fortes pour les gens qui possèdent de gros patrimoines.
- Le ministère de l'économie doit être plus clair sur le montant exact des prélèvements. Bercy fait preuve de malhonnêteté intellectuelle en matière de communication sur les prélèvements, par exemple concernant la CSG sur les retraites (différence entre taux brut et taux net).
- Mettre un terme aux effets d'aubaine fiscaux qui consistent à utiliser les dispositifs d'insertion pour des personnes qui relèvent des dispositifs d'intérim classiques.
- Rétablir l'ISF
- Mettre un terme au CICE qui ne crée aucun emploi
- S'attaquer à la fraude fiscale
- Imposer plus lourdement les entreprises du CAC 40 : différencier les contributions des grandes entreprises et des PME car ce sont ces dernières qui créent de l'emploi.

- **Emploi / Travail**

- Il faut donner à Pole emploi l'autorisation de communiquer aux employeurs les coordonnées des demandeurs d'emploi qui correspondent à l'offre proposée.
- Pole Emploi devrait privilégier la communication téléphonique à la communication courrier pour plus de réactivité et d'efficacité.
- Remonter le temps de travail hebdomadaire à 37 heures.

- **Démocratie et citoyenneté**

- Instaurer des jetons de présence pour les députés
- Ne pas diminuer le nombre de députés, cela renforcerait encore le pouvoir présidentiel
- Retour au septennat avec des législatives tous les cinq ans

- **Organisation de l'Etat et des services publics**

- Au sein de l'Education nationale uniformiser la logique qui régit les Plan d'Accueil Individualisé (PAI), en particulier pour l'administration de médicaments. Il semblerait qu'à l'heure actuelle chaque académie fonctionne différemment.
- Renforcer la décentralisation en s'appuyant davantage sur les élus locaux dans une logique de simplification mais en tenant compte des disparités du territoire.
- Sous prétexte d'égalité on nie l'équité : il faut revenir à la confiance accordée à nos élus pour ne pas renoncer à la démocratie représentative.
- Pouvoir national trop présidentiel, il faut renforcer le pouvoir des assemblées, pour que nos représentants puissent jouer aussi le rôle d'alerte (exemple 80 KM/h).

Compte-rendu de la réunion publique **Grand Débat national**
samedi 9 mars 2019 – Terrasson-Lavilledieu – 17h-19h30

- Instaurer un forfait pénitentiaire sur le modèle du forfait hospitalier pour juguler l'endettement de l'État : Les détenus paieraient ainsi leurs repas et leur hébergement.

- l'abstention est trop élevée, il faut prendre des mesures pour y remédier notamment revoir à la baisse les avantages de certains élus :

- supprimer les avantages inadmissibles des anciens Présidents, notamment les avantages matériels,
- supprimer les indemnités pour frais d'obsèques accordées aux parlementaires,
- La rémunération démesurée du Défenseur des Droits ne peut être justifiée que par le simple fait qu'elle a été « budgétée » : elle doit être revue à la baisse.

Ces 3 mesures seraient beaucoup plus efficaces que de réduire le nombre de députés. La réduction du nombre de parlementaires pénaliserait la représentation des territoires ruraux.